



14ème législature

Question N° : 55109	De Mme Valérie Boyer (Union pour un Mouvement Populaire - Bouches-du-Rhône)	Question écrite
Ministère interrogé > Affaires étrangères		Ministère attributaire > Affaires étrangères
Rubrique > politique extérieure	Tête d'analyse > Nigeria	Analyse > sécurité des populations. attitude de la France.
Question publiée au JO le : 06/05/2014 Réponse publiée au JO le : 03/06/2014 page : 4475		

Texte de la question

Mme Valérie Boyer alerte M. le ministre des affaires étrangères et du développement international sur les attaques répétées du groupe islamiste de Boko haram à l'encontre d'étudiants, dont certaines informations indiquent qu'ils seraient chrétiens, au Nigeria. En effet, Boko haram, dont le nom signifie "l'éducation occidentale est un péché", a pris pour cible, à de nombreuses reprises, les établissements scolaires dans le nord du Nigeria. Après avoir mis le feu à des écoles, massacré des étudiants dans leur sommeil, posé des bombes sur des campus d'universités, leur dernière attaque date du 14 avril 2014 où plus d'une centaine de jeunes filles âgées de 12 à 17 ans ont été enlevées au sein même de leur école. Face à l'impuissance des autorités en place et de l'armée, c'est un appel au secours que nous lançons aux familles des jeunes filles. À ce jour, leur crainte est de voir leurs filles mariées de force au Cameroun ou au Tchad. Elle s'étonne de ne voir aucune action du Gouvernement auprès de l'Europe et de la communauté internationale pour aider ces familles dans un contexte d'urgence. Aussi, elle l'interroge sur les moyens d'actions et la mobilisation de la France et de la communauté internationale pour venir en aide aux autorités nigérianes ainsi qu'aux familles afin de mettre un terme à cette situation en retrouvant ces jeunes filles qui ne cherchaient qu'à s'instruire.

Texte de la réponse

L'enlèvement de 279 lycéennes nigérianes par des membres de Boko Haram est survenu le 14 avril 2014 au cœur du fief de la secte terroriste, dans l'Etat de Borno (ville de Chibok), placé sous état d'urgence depuis le mois de mai 2013. 53 lycéennes se sont enfuies, 226 seraient encore prisonnières. Depuis un an, l'Etat de Borno est le théâtre de violents combats opposant les forces armées nigérianes et le groupe terroriste. La population civile en est l'otage. Abubakar Shekau, le leader de la secte, a revendiqué l'enlèvement des jeunes filles le 5 mai et menacé de vendre ces dernières et de les marier de force. L'incertitude demeure quant à la localisation des captives. Face à ce crime abject et à l'ignominie de la revendication, la France a pris la décision de contribuer à l'effort international pour le sauvetage des lycéennes, en déployant au Nigéria, depuis le 9 mai, une équipe spécialisée qui travaille en lien étroit avec les autorités nigérianes. Par ailleurs, le Président de la République a organisé, sur la proposition du président de la République fédérale du Nigéria Goodluck Jonathan, un sommet des Chefs d'Etats de la région sur la lutte contre la secte terroriste Boko Haram. La France marque ainsi son engagement aux côtés du Nigéria dans sa lutte contre le terrorisme, dans le respect des droits de l'Homme. La France a aussi le souci de susciter une réponse internationale forte. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union européenne ont ainsi participé à la réunion régionale de Paris. Ce sommet, qui s'est tenu le 17 mai à Paris, permettra de renforcer la coopération et la coordination régionales entre le Nigéria et les pays frontaliers avec lesquels la France entretient des relations anciennes et profondes ; des actions spécifiques seront également entreprises en faveur du développement des



zones concernées, avec un accent sur l'égalité homme-femme, les droits des femmes et des filles, et notamment leur droit à l'éducation et le soutien aux victimes des violences sexuelles.